

Investir dans les femmes, est très rentable

Autor(en): **Ballin, Luisa**

Objekttyp: **Article**

Zeitschrift: **Femmes suisses et le Mouvement féministe : organe officiel des informations de l'Alliance de Sociétés Féminines Suisses**

Band (Jahr): **84 (1996)**

Heft 9

PDF erstellt am: **23.04.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-281063>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

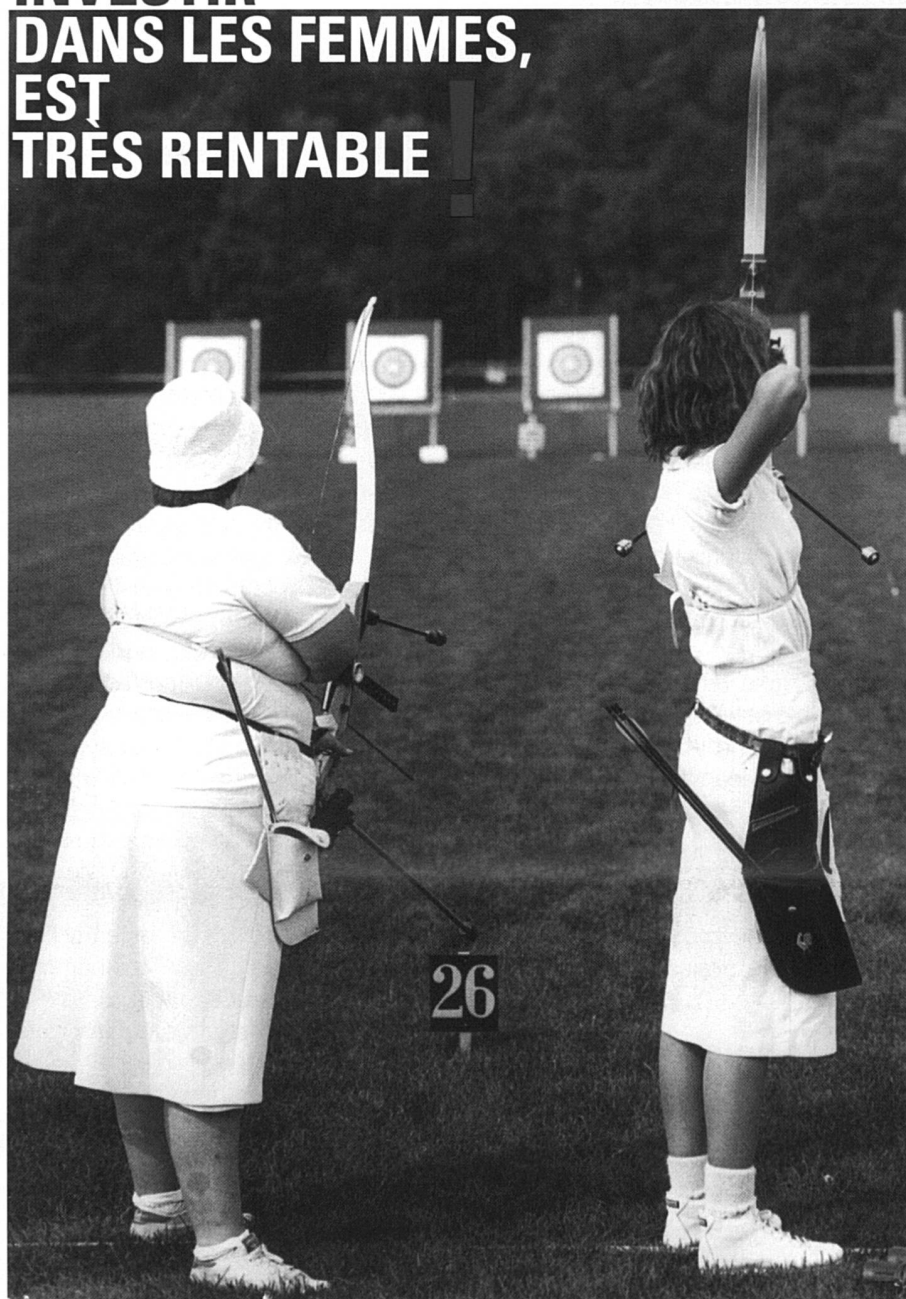
GESTION ET «ARGENT

DE NOMBRIL»

La femme japonaise serre les cordons de la bourse familiale. Elle gère le budget en tenant un livre de comptes quotidiens détaillés. Grâce à sa diligence, elle arrive à faire des prouesses avec le salaire que son mari lui remet intégralement chaque mois. Elle lui concède une petite somme pour ses besoins personnels, ses cigarettes: il sort en général avec ses collègues, aux frais de son employeur... Elle arrive à faire des économies, «l'argent du nombril», qu'elle glisse sous la ceinture plate de son kimono, le obi. Elle va même les placer à la bourse, comme ses soeurs américaines. Son mari l'appelle mon Ministre des Finances, mais il est bien entendu que lui reste le Premier Ministre dans la famille. Il se réserve son propre argent de nombril, le remboursement de l'impôt anticipé sur son salaire, le cas échéant. Si sa femme travaille, il peut décider de ne pas lui confier toute l'enveloppe de son salaire. Avec la récession actuelle, les familles avec un seul revenu ont de la peine à assumer tous les frais, surtout les écolages, et le rôle de gestionnaire de la femme garde toute son importance traditionnelle.

Odile Gordon-Lennox

INVESTIR DANS LES FEMMES, EST TRÈS RENTABLE



La parité des chances entre hommes et femmes pour accéder aux postes de décision tant dans les institutions qu'à la direction des projets de développement ne se fera pas sans une féminisation des valeurs de nos sociétés. Dixit Rosa Luxembourg? Non, parole de Jean Fabre, responsable de l'Information au Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD).

Le PNUD aurait-il fait sien le dicton du sage indien qui dit que si on envoie un garçon à l'école, c'est un homme qui est éduqué et que chaque fois que c'est une fille qui étudie, c'est une famille et une communauté qui en bénéficie? A en croire son porte-parole, on le dirait. «Nous apportons une attention particulière à la promotion des femmes, car nous l'estimons un investissement essentiel. C'est d'ailleurs un des quatre domaines dans lesquels nous avons recentré nos activités. Les inégalités entre les deux sexes sont flagrantes et c'est un retard qu'il convient de combler, ne serait-ce que par souci de justice sociale».

MEILLEUR RETOUR D'INVESTISSEMENT

Et Jean Fabre d'abonder dans la dénonciation des injustices: «Le travail que font les hommes et les femmes compte certes une partie rémunérée et l'autre pas. Mais si un tiers seulement du travail des hommes n'est pas rémunéré, ce sont les trois quarts du travail des femmes qui ne le sont pas! Il est temps que cela change. Sans compter que chaque fois que l'on investit dans le travail des femmes, qu'on leur donne la possibilité d'étudier un, deux ou trois ans de plus, on constate un meilleur retour d'investissement que lorsqu'on fait le même effort vis-à-vis des hommes». Et le PNUD de constater une nette amélioration tant sur le plan de la santé publique, qu'au plan social ou même économique.

«Parier sur une amélioration du statut de la femme est à la fois une nécessité de justice et une intelligence de gestion», affirme Jean Fabre. Qui certifie que le PNUD est passé des paroles aux actes: «Dans l'exécution de nos programmes, nous cherchons, parmi le personnel de notre organisation, à promouvoir les femmes aux postes de responsabilités. Mais il reste beaucoup à faire».

VUE DES PRIORITÉS

Peut-on dès lors affirmer que les femmes sont meilleures gestionnaires que les hommes? Notre interlocuteur nuance le propos: «Au niveau de la gestion d'une responsabilité, on ne peut pas vraiment faire la différence entre hommes et femmes quant à la qualité de ce qui en résulte. Par contre, la différence est notoire lorsque le statut de la femme s'élève, et qu'elle a la chance de pouvoir exercer ses talents en ayant accès aux moyens de production et aux crédits. Les résultats ne se font alors pas attendre. Pourquoi? Parce que les femmes sont plus sensibles à certains thèmes comme la nutrition par exemple, et qu'elles ont une vue des priorités beaucoup plus équilibrée». Et plus la femme est instruite, plus elle prendra de responsabilités.

La femme, dit-on, va d'abord à l'essentiel pour s'occuper ensuite du superflu. Non par plaisir, mais par nécessité. «Ce qui se répercute de

façon positive tant au niveau de la planification des naissances, que de l'éducation, de la santé ou de l'économie», constate Jean Fabre. Qui indique que «la progression d'accès à l'enseignement enregistrée ces dernières années, est beaucoup plus grande parmi les femmes que parmi les hommes.»

FÉMINISER LES VALEURS

Mais attention, sur fond de crise, les femmes ne doivent pas faire les frais de la récession. «Le risque est grand de retrouver des tensions et de voir ralentir les progrès accomplis dans la lutte à la mauvaise répartition des emplois. Il ne faut pas sous-estimer les obstacles aux changements, dus aux systèmes législatifs et aux habitudes culturelles. Dans un système comme celui des Nations Unies, où l'on tente de faire un effort pour promouvoir les femmes aux postes clés, il ne suffit pas de chercher à les placer systématiquement. Encore faut-il qu'il y en ait suffisamment qui se sentent prêtes à assumer plus de responsabilités». Et les vieux schémas de pensée machistes tardent à évoluer.

La solution? «Féminiser un peu l'ensemble des valeurs que les hommes ont de ce que peut être une carrière.» Les quotas? «Il est facile de vouloir en imposer, mais si les conditions ne sont pas données pour que les femmes les remplissent, on pourra toujours rétorquer que l'on n'a pas trouvé des candidates en nombre suffisant. Et donc donner une fois encore les postes aux hommes!». Et de conclure: «Il est important d'aménager notre système de valeurs, pour que la gestion de nos institutions et des projets de développement puisse enfin être confiées aux personnes des deux sexes de façon paritaire».

Luisa Ballin

«MES CLIENTES NE SONT PLUS DE CELLES QUI SIGNENT SANS SAVOIR DE QUOI IL EN RETOURNE!»

Natacha Gregorc, de l'étude Necker, Christ et Gregorc à Genève, est notaire, un métier qui fait le pont entre l'application de la loi et les mouvements de biens mobiliers et immobiliers. Elle voit passer beaucoup de femmes dans son bureau, qu'il s'agisse d'actes privés ou de transactions commerciales. *Femmes suisses* est allé lui demander comment elle percevait la relation femmes et argent de son point de vue professionnel. Ses réponses:

«J'ai commencé mon stage en 83. Au cours de ces treize années de notariat, j'ai pu bien observer un changement d'attitude chez mes clientes. C'est une question de génération. Chez les plus de soixante ans, on trouve encore des femmes qui signent quand leur mari le leur dit. Les plus jeunes, elles, s'intéressent activement à l'acte que je leur prépare. Quand elles arrivent chez moi, la transaction est déjà décidée, mais je sens bien qu'elles sont tout à fait au courant, qu'il s'agisse par exemple de créer une société ou d'acheter un appartement. Elles en connaissent les implications fiscales et les conséquences sur leur épargne. Cette évolution, je pense qu'on doit la lier au fait que la plupart des femmes travaillent maintenant ou ont travaillé, même si elles s'arrêtent pendant un certain temps. Elles ont une solide notion de la valeur de l'argent.

Je travaille régulièrement avec des professionnelles, des courtières dans l'immobilier, des femmes architectes, mais je n'en ai pas encore rencontré dans la promotion immobilière, un domaine qui concerne des sommes plus importantes - ça viendra, je pense!»

Quant au niveau de compétence de ses clientes, il vaut, à son avis, parfaitement celui de leurs collègues masculins.

«Je reçois aussi beaucoup de femmes divorcées ou séparées. Dans ma vie professionnelle, ce n'est qu'une seule fois qu'un client n'a pas voulu de mes services, quand il a appris que j'étais femme, du reste sans m'avoir rencontrée. Il s'agissait d'un Iranien d'un certain âge! Je n'ai pas de problème de discrimination pour mes honoraires, ils sont tarifés dans la loi. Et je suis associée dans l'étude. Je suis membre du Carrier Women's Forum, une association qui soutient les femmes professionnelles. Je crois qu'il n'y a pas en Suisse assez de femmes dans la plupart des carrières, mais celles qui s'y trouvent sont certainement tout à fait au point.»

Odile Gordon-Lennox